

CETTE SEMAINE

Huitième année – Trimestriel – 2001 – n°83 – Prix libre ou abonnement

LA JOURNÉE DES FLICS

SEPTEMBRE/OCTOBRE

(...)

Ah ! mes amis, quelle urgente campagne il est nécessaire d'entreprendre avec acharnement contre la police et les policiers !

Que de crimes et de hontes nous supportons de ça !

Est-il possible qu'un ouvrier, de sang-froid, puisse regarder sans colère une de ces faces patibulaires, un de ces crânes d'abrutis, un de ces groins d'alcooliques malfaisants ? Est-il possible que la masse des locataires d'un faubourg puisse supporter le voisinage, supporter la promiscuité d'un aussi lâche produit de la vie de caserne ? Quelle pitié, quels égards peut-on avoir pour ce renégat de la classe ouvrière qui a demandé au guichet de la Préfecture ou du ministère de l'Intérieur sa gamelle et son collier de chien de garde ?

Cet homme déchu dont le régiment a développé les pires instincts, au point d'en faire un mouchard, est toléré, parfois respecté, toujours craint. Il pullule partout sans danger pour lui-même. Il rit, il cause, il boit avec des gens du peuple quand son service ne lui commande pas de rudoyer, d'accuser, de brutaliser, de massacrer ceux auxquels, devant le comptoir d'un empoisonneur, il fait bonne figure !

Si seulement il n'y avait que ceux qui se soûlent avec lui pour recevoir ses coups, ce serait juste.

Le mouchard, le flic, a parfois des manières hypocritement affables en temps de calme. Si vous êtes bien habillé, si vous avez de "l'extérieur", ou si vous êtes nombreux et qu'il soit seul, il vous respecte. Car ce chien sue la peur et devient lâche quand il ne risque rien. Cet animal est ordinairement féroce quand il est en bande.

Vous tous qui êtes des hommes fiers, dignes, francs [sic] ; vous tous, qui osez protester quelquefois et qui vous croyez libres, vous savez quels traitements vous attendent au poste, au Dépôt, à la gendarmerie, en prison !

Et vous, travailleurs, qui les avez vu à l'oeuvre les Premiers Mai précédents, les jours de réunion à votre Bourse du travail, les jours de manifestation et les jours de grève, vous savez quelle race est celle de ces mufles ignobles qui ont trahi leur cause et leur classe et cognent sur ceux dont le courage et la conscience leur font honte et les affolent ; vous connaissez bien ces bandits !

Et bien ! le Premier Mai est le jour de leurs grandes manoeuvres. Que dis-je ? c'est le jour de gloire pour eux ; car l'ennemi, c'est le peuple, c'est l'ouvrier¹.

Quels que soient l'âge et le sexe, ils cognent sur ceux que leur chef leur fait voir en rouge... et, comme nous ne sommes pas des jaunes, nous les rendons furieux.

Comme des taureaux, ils foncent, aveuglés de rage et d'alcool, sur ceux qui n'ont ni armes ni bâtons. Et ils mettent la *loque* en pièces.

Et cela durera tant que le peuple aimera à se faire traiter comme une loque par ces brutes ; cela durera tant qu'il persistera à se mettre en cortège pour recevoir des coups en gueulant *l'Internationale* ou tout autre cantique révolutionnaire avec les mains dans les poches.

Georges Yvetot (*La Guerre Sociale*, 29 avril 1908)

1 Note de *Cette semaine* à propos de "la classe" : à notre avis, l'ennemi n'est pas tant dans "le peuple" ou "l'ouvrier" en soi que dans ceux/celles qui se révoltent. Quant à la trahison de classe évoquée plus haut à propos des flics, ces derniers n'y appartiennent ni potentiellement ni originellement (excepté les mouchards), leur choix les place donc d'emblée en dehors et contre.



illustration publiée dans *Le Progrès* n° 216 du 3 décembre 1895

DU FOND DES GEÔLES

PORTUGAL	Humanisme inquisitorial	2
	Lettre ouverte aux "clones" du système	3
	Communiqué de prisonniers de Linhó	4
	Des pratiques de l'Etat portugais	5
	Liberté pour Pedro	6
ESPAGNE	Huye hombre huye	8
	Lutte contre le FIES de Picassent	9
TURQUIE	Lettre d'un anarchiste emprisonné	10
Mort aux vaches		10
ETATS-UNIS	Liberté pour Free & Critter	11
AUSTRALIE	Emeutes en centres de rétention	11

SOMMETS BIDONS

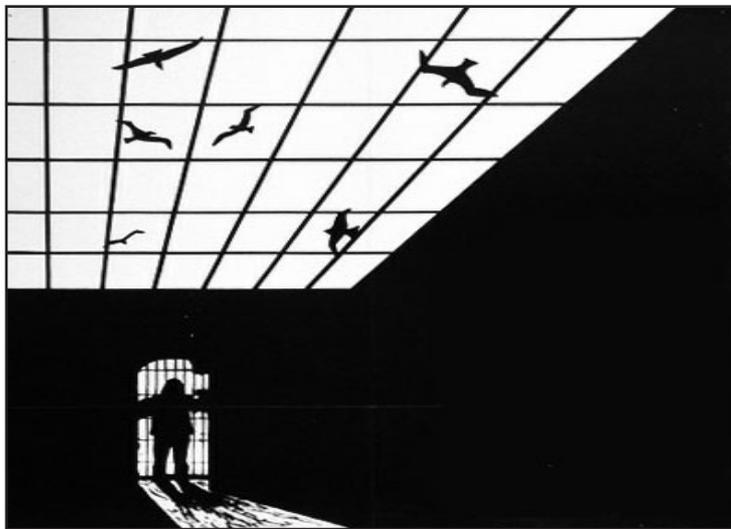
QUÉBEC	Le citoyennisme, stade suprême du réformisme	12
	Compte-rendu de la journée du 20 avril	13
	Marche citoyenne : les pieds dans le plat	15
LA GLOBALISATION DU ROQUEFORT		16
GÖTEBORG	Un point sur la répression	19
FEU À VOLONTÉ		20
GÈNES	Brûler et piller toutes les illusions ce soir	21
	La police infiltrée par les Black Blocs...	22
	Un récit de l'intérieur d'un Black Bloc	25
	Un communiqué d'El Paso	32
	Pour la criminalisation du mouvement social	33
Destructions transgéniques		34
Une approche du primitivisme		36
PARE : les intérêts des décideurs ne sont pas les nôtres		40
Déjacque, notes à <i>La question révolutionnaire</i> (1854)		42

Nous avons traduit ci-dessous plusieurs textes de prisonniers portugais. Les deux premiers sont écrits par des “longues peines” et furent publiés dans le journal *Sos Prisões*. Ce dernier regroupe des personnes favorables à un aménagement des geôles et reçoit des financements aussi bien de catholiques que d’un député conservateur (dont le fils a purgé une peine de prison). Cependant, il publie également des lettres de prisonniers et c’est dans ces dernières que nous avons puisé. *Sos Prisões* laisse ainsi parfois passer des lettres sensiblement différentes des autres. Ainsi, même si nous ne partageons pas tout, la première ébauche la question de l’abolition des prisons [nous lui préférons la destruction] suite à la description des cellules disciplinaires et la seconde est une attaque violente contre les détenus qui reproduisent le système carcéral et/ou autoritaire. C’est donc dans ce contexte d’un journal droit-de-l’homme et de lettres publiées qui circulent dans les taules qu’on lira ces textes. Enfin, la dernière traduction est issue d’une revue anarchiste, *Anatopia*, qui fut presque la seule à publier ce texte signé collectivement par les détenus de la prison de Linhó en 1996.

HUMANISME INQUISITORIAL

LA CELLULE DISCIPLINAIRE N’EXISTE PLUS dans certains pays d’Europe depuis plusieurs dizaines d’années. La plus grande punition appliquée au prisonnier rebelle ou qui refuse le règlement est le transfert dans une autre prison. Ici, au pays des douces coutumes, on peut trouver des cellules disciplinaires – cages cruelles et expertes dans l’art de châtier, presque toujours remplies de chair humaine, pour une période qui va jusqu’à trente jours pour la satisfaction de l’humanisme inquisitorial. Parfois, il y a même des files de détenus qui se forment en attendant que les cellules disciplinaires se vident, pour accomplir les peines que l’arsenal de l’horreur de la pratique quotidienne de la pénalité a engendrées.

La cellule disciplinaire, appelée “segredo” ou “manco” par les prisonniers, est une cage lugubre, insalubre, humide, glacée en hiver, dont le sol est en béton, sans mobilier, sans ventilation suffisante, sans la



lumière nécessaire du jour et avec une lumière artificielle trop faible pour que les prisonniers puissent lire ou étudier. Le lit est composé d’une base en ciment avec un matelas en mousse dessus, saturé de toute la sueur qui s’accumule en quelques jours. L’unique endroit pour poser la nourriture et les vêtements est le sol. Le prisonnier est obligé de manger debout avec la casserole dans les mains, sur le lit ou par terre comme les animaux. Le seau de merde et d’urine est vidé toutes les vingt-quatre heures.

Cellule disciplinaire, cage dans la cage, la technique pour infliger des supplices sans laisser de marque extérieure, l’art de conserver une vie de souffrances en la subdivisant en “mille petites morts”, avec un pouvoir punitif qui s’empare de l’individu jusque dans les recoins de son entendement.

Le reclus est écrasé dans un espace/temps – vingt-trois heures par jour avec une heure de promenade à ciel ouvert et isolé du reste de la population pénale –, dans un procédé d’anéantissement sensoriel sans possibilité de discuter avec quiconque, à avoir pour seuls compagnons les puces et les mouches, ces dernières attirées par le seau de déjections et par la casserole de bouffe inconsistante et souvent imangeable ; à parler avec les murs ; emmuré vivant, hébété, en train de dépérir, dans un processus de végétalisation juste suffisant pour passer du purgatoire aux limbes. Quelle torture physique, psychique et morale doit-on souffrir ?

De combien de troubles et de traumatismes sont-ils la cause ? Combien de violences institutionnelles ! Combien de terrorismes psychologiques et physiques ! C’est un système qui tente délibérément de détruire la personnalité et l’identité de l’individu. Combien de sentiments de haine ont été fomentés par ces peines cruelles ?! Combien de désirs de vengeances a-t-elle alimentés ?

“ Il faut que quelqu’un paie pour ça... ” est une expression de vengeance qu’on entend constamment dans l’ambiance d’agonie dégradante et d’extermination des prisons. Ensuite, on voit les médias annoncer des actes de délinquance pour appuyer la politique d’alarmisme social, en exigeant des peines plus dures, et on voit la liturgie des supplices proférés par les charlatans politiques qui sont à la pêche aux voix, mais qui ne regardent jamais la cause des actes en question, et bien entendu sans interroger ce qui fabrique ces délinquants capables de tels actes.

Les prisons, les cellules disciplinaires, l’atrocité de l’expiation, les têtes et les corps manipulés par l’horrible arsenal des peines et du pouvoir carcéral – l’oppression à son pouvoir le plus élevé –, le monde carcéral sans sa brutalité et sa corruption. Souffrance, douleur, extermination ! Au final, pourquoi tant de cruautés et de malheurs ? Pour la discipline ? Pour la resocialisation ? Mais les statistiques en matière de récidive ne sont-elles pas assez claires ? Jamais le fouet de la vengeance ne sera suffisant contre les fièvres sociales dont les origines viennent de la structure inique d’une société basée sur les inégalités sociales (donc sur les privilèges !). S’il n’y avait pas de privilèges, il n’y aurait pas de délits !

“ Les prisons n’empêchent pas que se produisent des actes anti-sociaux. Elles en multiplient le nombre. Elles n’atteignent pas leur propre objectif. Elles dégradent (encore plus) la société. Elles doivent disparaître ”. A la prison, nous opposons la liberté, l’égalité sociale, la fraternité et la justice sociale !

De ceux qui nomment humain l’inhumain, on ne pouvait rien attendre d’autre de leur insensibilité de législateurs qui perpétuent les inégalités sociales et les privilèges et, par conséquent, le martyre des dépossédés expropriateurs ! Pour eux, la guerre se nomme la paix, l’horreur se nomme amour et l’injustice se nomme justice.

Quel cynisme et irrationalité, évidemment pour la défense de leurs intérêts acquis sur le dos des producteurs de ces intérêts !

Comme si la barbarie de la prison ne suffisait pas pour provoquer des séquelles irréversibles à l’individu – quand par un heureux hasard il parvient à échapper à l’extermination à laquelle il est soumis – et à sa famille et ses amis, le prisonnier se voit en plus sujet à des peines abominables en cellule disciplinaire, sans motif justifié par rapport à ce qui est indiqué dans les lois, sur simple caprice des hauts fonctionnaires de la prison. Les peines extra-officielles non codifiées existent pourtant. A la prison Vale de Judeus par exemple, les prisonniers protestent dans une lettre ouverte contre les peines de cellules disciplinaires distribuées “ à tort et à travers ” [sic] et contre des conditions inhumaines. Dans la prison de Linhó, surpeuplée majoritairement de jeunes, ils retirent le matelas pendant la journée au prisonnier condamné à la cellule disciplinaire et lui donnent une seule cigarette après chaque “repas”, lorsqu’il fume. Les aberrations ne sont jamais codifiées. Ce sont donc des peines secrètes, un reste de la répression antérieure – celle du fascisme !

Dans la prison de Pinheiro de Cruz, le prisonnier est puni, lorsqu'il ne se présente pas à l'heure pile à la fin de sa permission, d'une peine de cellule disciplinaire qui n'est jamais inférieure à trente jours de pourrissement, emmuré vivant entre murs et toits de peinture blanche, barreaux, porte de la geôle fermée par un énorme cadenas et, comme si cela ne suffisait pas, encore une porte renforcée de plaques de fer fermée par deux loquets et une serrure à plusieurs tours, avec pour finir une grille fermée d'un nouveau cadenas pour éviter tout contact avec des compagnons solidaires ; malgré le paragraphe quatre de l'article 53 du décret de la loi 44/80 du 22 mars ¹... De ce fait, toutes les peines qui vont au-delà de ces mesures constituent un pur abus de pouvoir. Tout ceci, ce n'est qu'un petit nombre des abus de pouvoir qui arrivent quotidiennement dans les prisons – lieux par excellence de l'arbitraire systématique. C'est une des preuves de la fiction d'un "Etat de droit" appliquant des peines "justes et proportionnées" et c'est au contraire souvent une incitation au suicide !

Le droit à la sexualité, à la liberté d'association et d'expression, et le droit à l'inviolabilité de la correspondance n'existent pas. La prison est un baillon total !! Ce n'est pas par hasard que le nombre de prisonniers actifs n'augmente pas beaucoup. Et que ceux qui brisent le silence reçoivent en général plus d'années de prison. Le peur et le chantage règnent dans les

prisons. Les repréailles de la part du système sont féroces. C'est la loi du silence de la mafia étatique. Le travail et l'esclavage. La maladie et la contagion se répandent à grande vitesse. Les morts de prisonniers augmentent. La politique d'extermination continue.

Après des millénaires d'oppression et des siècles de cérémoniaux de châtiments publics ; après les discours enflammés et la déclaration des "droits de l'homme" – le massacre continue.

La punition n'est pas une solution
Prison ? Abolition !
Amnistie totale !

Manuel Oliveira

1 Ce pauvre paragraphe stipule qu'en cas de retard de permission, on ne peut en obtenir de nouvelle pendant un an et enlève le temps passé à l'extérieur du temps effectué – ce qui constitue un rallongement de la peine.

[extrait de *Sos Prisões* n°33, février 2000, pp. 6-7]

Lettre ouverte aux "clones" du système

(...)

TU ES SUBLIME DANS LA SERVITUDE. Ta vanité est d'être un laquais. Tu fais même les corvées de tes compagnons. Tu te soumetts à l'esclavage. Tu te laisses dégrader par le système. Tu absorbes la sous-culture carcérale jusque dans les replis de ton cerveau. Tu dépenses tes énergies en bagatelles et dans l'aliénation de la propagande narcotique du système ; dans la télévangélisation des germes de la domination et des discours charlatanesques du système. Tu penses comme eux. Tu tiens leur discours. Tu as leur point de vue. Tu portes leurs valeurs. Tu es le centre du pouvoir et non l'exclu du pouvoir. Tu es un produit et le producteur du système. Tu penses avec leur cerveau. Tu fais leur jeu. Tu as un policier dans ta tête, tu es leur reflet, soumis à la culture séculaire de la domination. Tu survis avec le désir d'être un jour donneur d'ordres. Ton imaginaire est de vouloir être comme eux. Tu as aujourd'hui le fouet sur toi et tu rêves de fouetter les autres demain. Quand ils te donnent la clé d'une remise, des WC, du bar, de l'école, de l'infirmerie, de la bibliothèque, tu te crois superbe, tu deviens arrogant, despote et policier. Tu reproduis en permanence le système. Jusqu'à ressembler à un clone du système, tu te vends. Tu cèdes à leur chantage. Tu te transformes en balance. Ils t'agissent la carotte – qu'ils appellent la flexibilité des peines (permissions, RAVI, RAVE ¹, liberté conditionnelle) – devant tes yeux en échange de la perte de ta dignité. Ils te proposent de collaborer avec eux. Tu acceptes. Tu commences à faire la police de tes compagnons. Tu te laisses manipuler, corrompre et instrumentaliser par eux. Ils font de toi une marionnette. Tu commences à exercer le pouvoir sur tes compagnons. Tu véhicules les rumeurs que la direction de l'administration pénitentiaire chargée de l'extermination désire. Tu sers de courroie de transmission. Tu

dénonces ce que tu vois et surtout ce que tu ne vois pas. Tu inventes des dénonciations [chibadelas]. Tu fais même de la compétition dans la dénonciation. Tu es présomptueux à propos de tes dénonciations. Tu prétends être le meilleur délateur. Balance, tu te vantes de "vivre" dans l'abjection ? C'est toi qui fais le grand contrôle de la prison. Tu donnes des conseils à la direction pour savoir si les compagnons x ou y méritent une mesure de flexibilité. Tu es une ordure !

Et même quand tu n'es pas une balance, tu as des positions en faveur du système, et tu critiques de façon négative les compagnons actifs qui dénoncent avec courage l'abus de pouvoir et les monstruosité du système, révélant parfois des idées d'inquisiteur. A des types comme toi qui ne sont pas des balances mais qui pensent comme (et même pire que) le système, le compagnon décédé et estimé Juvénal ² les appelait des "têtes cassées". C'est vrai, y a pas de doute, tu es une "tête cassée". Tu es révolté mais tu ne fais rien, tu passes ta vie à te vautrer de médisances sur les compagnons actifs qui luttent contre les monstruosité des pratiques du système (et pour des conditions qui rendent la vie moins cruelle dans la prison). Ça donne même l'idée que tu travailles pour le système. Mais, quand les fruits de ces luttes critiquées apparaissent, tu es généralement le premier à vouloir bénéficier de ces mesures, oubliant ou ignorant qu'elles sont dues à ces luttes. Avec ta posture réactionnaire, rétrograde, imbécile, tu fais plus que perpétuer le système.

Quand est-ce que tu cesseras de penser avec leur cerveau ? Quand cesseras-tu de voir les problèmes sociaux avec leurs yeux ? Quand est-ce que tu cesseras de penser que tu ne peux rien



faire ? Où est ta dignité ? Tu n'as pas encore vu que tu transportes l'ennemi dans ta tête ? Tu n'as pas encore vu que ton ennemi ce sont les idées autoritaires que tu as dans la tête et qui nous rendent la vie sombre ? Tu ne vois pas que tu es complice du système ? Tu ne vois pas que ta pensée est colonisée ?

Réfléchis, pense avec ta propre tête, sois toi-même, défends la dignité de l'individu, la dignité humaine !

Résistance à la dégradation
Du fond des cachots du pouvoir

José Alberto

1 RAVI : permet de voir la famille à l'extérieur de la prison ; RAVE : permet de vivre dans de petites maisons à l'extérieur de la prison mais dans le périmètre pénitentiaire, et de travailler dehors.

2 Juvénal : célèbre prisonnier révolté assassiné par l'administration pénitentiaire dans les années 90.

[extrait de *Sos Prisões* n°25, 15 mai 99, p. 4]

COMMUNIQUÉ DE PRISONNIERS DÉTENUS À LINHÓ

“ COMMUNIQUÉ DESTINÉ À L’OPINION PUBLIQUE EN GÉNÉRAL à propos des choses horribles qui arrivent dans les bas-fonds du pouvoir à la prison de Linhó.

Moi, Artur Manuel Dias Baptista Carrajota, malheureusement prisonnier pour la seconde fois, je suis entré en prison pour la première fois en mai 1988 à l’âge de 19 ans et j’ai été remis en “liberté” (en société) le 23 mai 1993. Pendant les cinq années où j’étais dans cette prison, j’ai observé un peu de tout. Et je dénonce librement et spontanément tous ces événements, dignes d’une société hypocrite qui préfère balayer ses problèmes sous un énorme tapis et les laisser s’accumuler.

Après un an de détention, plusieurs gardes ont tabassé jusqu’à la mort un prisonnier dont le nom est Mário da Luz (n°27), cap-verdien, qui se trouvait dans le pavillon de sécurité. Des années après, les gardiens en cause et le directeur d’alors (Assis Texeira) ont été jugés au tribunal de Cascais où – logiquement – ils ont été acquittés.

Encore en 1989, un prisonnier nommé Jorge qui souffrait d’une bronchite asthmatique certaines nuits, vers 21 heures a commencé à suffoquer ; son compagnon de cellule a frappé à la porte (dans cette prison, l’unique moyen d’appeler le maton de service est de frapper à la porte) et quand les matons sont arrivés, on leur a demandé une bouteille d’oxygène. Ils ont ouvert la porte et l’ont emmené dans le patio à ciel ouvert, là ils l’ont précédé en le frappant avec leurs bâtons en s’amusant de leur perversité. Résultat, Jorge est mort cette nuit. Un des gardes, José Malveira, qui participait à cette oeuvre est encore en exercice à Linhó.

Il y a eu plusieurs changements de directeurs mais le règlement n’a pas changé.

Une nuit, quand j’ai demandé un comprimé vers 20 heures pour une rage de dents, un garde m’a répondu que la douleur faisait partie de la peine. Je suis resté toute la nuit avec des douleurs. Le garde sadique s’appelle Carnido et exerce toujours son métier dans cette prison.

En 1992, j’ai frappé à la porte de la cellule pour aider un compagnon séropositif qui se sentait assez mal. Après avoir cogné 45 minutes, les matons sont arrivés. Deux d’entre eux, “Bras et Costa” (ce dernier est toujours en exercice ici) sont entrés dans la cellule avec les casse-tête en main et l’ont tabassé de façon barbare, m’ont cassé deux dents, seulement pour avoir frappé à la porte au secours d’un compagnon. Après, ils m’ont amené au pavillon de sécurité où ils m’ont gardé toute la nuit avec les menottes et les mains derrière le dos,

m’empêchant de dormir cette nuit-là. Le lendemain, j’ai réussi à ouvrir une brèche et à parler au directeur (dans cette prison, pour arriver à lui parler, il faut beaucoup de demandes écrites qui atterrissent d’habitude à la poubelle). A cette époque, “capitaine Oliveira” a affrété une voiture pour me transporter au tribunal de Cascais afin de porter plainte contre les gardes incriminés. J’ai fait des déclarations au Ministère Public, mais jusqu’à aujourd’hui le jugement n’a pas eu lieu et, ce qui est certain, c’est qu’il n’y en aura jamais. Actuellement, je suis en train d’effectuer ma deuxième peine de prison. Je suis entré ici le 4 novembre 1994 et me suis rendu compte que rien n’a changé, tout est identique. Voyons :

Le prisonnier Antonio Manuel Varela de Matos (n°35), le 4 février 1995, pour avoir demandé à cantiner comme il en avait le droit, a été brutalement agressé par le garde Mario Gonçalves et soumis à une peine de pavillon de sécurité avec 21 jours d’isolement pour éviter que les compagnons voient les marques de mauvais traitements auxquels il a été soumis. Ensuite, pour le faire taire, ils l’ont acheté avec sa cantine dans le pavillon de sécurité au sein duquel il est interdit



de fumer plus de trois cigarettes par jour (une à chaque repas). Cette fois-ci, ils lui ont rendu tout son tabac et un briquet.

Il y a plusieurs compagnons emprisonnés ici qui ont été retrouvés morts. Ils ont dit qu’il s’agissait de suicide. Quelques uns éventuellement pour des motifs inconnus, d’autres certainement pour échapper à l’oppression incommensurable de la prison ; d’autres, simplement, ont été trouvés pendus de façon étrange. J’affirme – et j’ai des preuves – qu’ici, dans cet enfer, s’exerce le terrorisme psychologique sur les prisonniers. Et les prisonniers, “exceptés les collabos et les privilégiés”, qui ont des problèmes d’ordre personnel, sentimental, familial ou autres, au lieu de leur donner l’attention qu’ils méritent

[sic], reçoivent précisément le contraire : ils les assujettissent à un ostracisme total et dans certains cas, ils les isolent et ils leurs appliquent des médicaments précis mélangés à la nourriture. J’ai déjà connu ici plusieurs compagnons qui ont perdu toute notion de la réalité (ils sont passés de l’autre côté) à cause de doses de narcotiques et de “Largotil”, qui constitue un véritable laboratoire chimique.

Ici suit une liste de quelques compagnons qui ont été soumis à la peine capitale (non légalisée) :

Le 28 mai 1995, Paulo Jorge Cardoso Cerrano, a été trouvé pendu dans “sa” cellule alors qu’il lui restait à peine un mois avant sa mise en “liberté”. Son compagnon de cellule a frappé plus de deux heures à la porte après s’être réveillé au milieu de la nuit et avoir trouvé le corps de son compagnon pendu aux barreaux de la fenêtre avec une corde au cou.

Le 21 décembre 1995, un autre compagnon a été trouvé mort à cause d’un arrêt cardiaque engendré par la négligence médicale, d’après nos informations (à l’époque les journaux ont parlé de ce cas).

Encore en 1995, José Manuel Guerreiro Rodrigues (n°203), a été trouvé pendu dans une salle de bain au cours d’une visite effectuée dans le zoo humain par une commission des droits de l’homme.

Le 12 avril 1996, Paulo Jorge (n°334), de nationalité brésilienne, a été trouvé pendu dans “sa” cellule, alors qu’il était à deux mois de la “libération”.

Le 4 juin 1996, Luis “da Quinta do Louro” (“careca” de surnom), a été trouvé pendu en pavillon de sécurité. Avant, il avait frappé à la porte de la cellule pendant environ une heure. Un garde, Pardal, qui est venu à sa porte l’a injurié verbalement et menacé en lui disant que s’il continuait ce bruit il lui parlerait d’une autre manière. Il était 23h30 quand Luis a été trouvé pendu dans la cellule. Le lendemain, les compagnons du pavillon, pour protester, ne se sont pas laissés enfermer en exigeant la présence du directeur auquel ils ont manifesté leur indignation.

Le 17 avril 1996, vers 9h50 dans le pavillon de sécurité, le compagnon Bemvindo (n°559), l’ “africain”, détruit physiquement et mentalement par l’oppression de la prison, a agressé un gardien à coups de poings et a été bastonné de façon barbare – coups de pieds et de poings – par différents gardes.

En juillet 1996, João Mendoça (n°211), après un conflit qu’il a eu avec un gardien, a été emmené du PBX [salle commune] par le couloir jusqu’au pavillon de sécurité, frappé par des poings et des pieds. Et je veux qu’il reste clair que le conflit avec le garde qui est l’origine de tout ce sadisme a été uniquement verbal. Beaucoup d’autres tabassages ont eu lieu, mais

par peur des représailles draconiennes, ses victimes préfèrent se taire.

Dans cette prison règne l'arbitraire, l'abus de pouvoir et la discrimination. Chaque fonctionnaire dicte et exécute sa propre loi. La prison est un authentique milieu propice aux maladies. Rare est la semaine où ne meurent pas des jeunes prisonniers dans la prison et l'hôpital de Caxias. D'autres souffrent de l'oppression extrême créée par "l'institution" prison, basculent psychologiquement et ne récupèrent jamais ; d'autres encore préfèrent le suicide au lieu de subir tous ces traitements inhumains.

On se trouve, nous, prisonniers, pour avoir enfreint la loi "selon les juges". Par contre, dans la prison se passent des crimes plus graves que ceux pour lesquels on a été jugés sans que ses auteurs soient jugés ou punis [sic]. Au nom d'une dangerosité abstraite, les prisonniers accomplissent des condamnations à perpétuité (physiques et psychologiques), risquent leur vie en permanence et subissent la négation des droits basiques de l'être humain, quel qu'il soit. Sous le déguisement de la mauvaise foi, des traitements, de la réinsertion, de la réhabilitation et de la resocialisation, on souffre de façon incommensurable de ce chancre mis en place par les "honnêtes gens".

Est-ce qu'on sortira un jour de cet enfer réhabilités ou révoltés ?

Nous exigeons l'abolition de la politique d'extermination !

centre d'extermination de
Linhó, 6 octobre 1996.

P.E.L. (prisonniers en lutte,
suivent 28 noms) "

[Extrait d'*Anatopia* n°1, avril-juin 1997, p. 23. Ce texte, comme tous les autres, a été traduit du portugais par I. et CS]



Des pratiques de l'Etat portugais

L'AUGMENTATION DU TAUX D'INCARCÉRATION dans les pays européens est particulièrement visible au Portugal où il est passé de 50 prisonniers pour cent mille habitants en 1970, à 140 en 1997, le plus élevé de la communauté et un des plus élevés au monde. En 1998, il y avait dans les prisons portugaises surpeuplées plus de 14 000 détenus pour une population de 9 millions d'habitants, dont une bonne moitié en préventive. De l'époque du régime fasciste à aujourd'hui, le taux d'incarcération a donc pratiquement triplé¹. A chaque régime ses formes de répression, ses méthodes pour assurer la paix sociale. (...)

En mars 1996, une amnistie présidentielle libère les derniers prisonniers politiques du groupe d'action armée FUP/FP 25². A l'annonce de cette mesure, un mouvement spontané de protestation éclate parmi les prisonniers de droit commun : ils ne protestent pas contre cette amnistie, mais ils revendiquent l'amélioration des conditions de détention. Ils se considèrent, eux aussi, victimes d'une société injuste. Vingt-deux ans plus tôt, dans les mois qui suivirent le mouvement d'avril 74, quand les prisonniers s'étaient révoltés à Lisbonne pour réclamer une amnistie, les militaires insurgés leur avaient tiré dessus. Nouvelle preuve que la façon dont une révolution traite les prisonniers de l'ancienne société est toujours révélatrice de ses virtualités libératrices.

Le mouvement de 1996 prend vite une ampleur nationale, avec pétitions, grèves du travail et de la faim³. Les prisonniers créent des Commissions de détenus et dénoncent la généralisation de la drogue en prison, la promiscuité, l'état déplorable des conditions sanitaires et de la santé des prisonniers. Dans un communiqué, une commission de détenus d'une prison de Lisbonne, écrit : "On peut penser que le chômage, l'emploi précaire, la faillite du système d'aide social, le manque de respect des minorités, la création des ghettos urbains (où la qualité de vie est sou-humaine), l'inadaptation des jeunes (qui se traduit par l'augmentation de la toxico-dépendance), sont autant de facteurs de dysfonctionnement social qui contribuent à ce que la vie soit de plus en plus conflictuelle dans notre société".

Devant l'ampleur de cette révolte et ses répercussions, les politiciens montent au créneau pour défendre le système. Le parti socialiste s'oppose à l'élargissement de l'amnistie, qui provoquerait "une augmentation de l'insécurité et de la criminalité dans la rue", alors que le PC exprime des réserves. Finalement, le 23 mars 1996, les détenus de la prison de Caixas – où l'ancien régime enfermait jadis les opposants dont certains font aujourd'hui partie du personnel politique de l'Etat – se mutinent et refusent de réintégrer les cellules. L'intervention de la police est brutale, provoquant de nombreux blessés. Devant les caméras, les détenus brandissent des panneaux où on peut lire : "La police assassine, les juges sont des criminels et les prisons portugaises sont des camps d'extermination" – "Ici point de démocratie, liberté pour les détenus, les politiciens en prison". Quatre ans après, les conditions d'enfermement continuent de s'aggraver. Au point que l'idée d'amnistie revient comme solution provisoire, et gagne du terrain, y compris chez ceux qui la réfutaient hier encore.

Qui sont donc ces prisonniers qui s'entassent sous le sommeil lumineux du Sud dans les prisons vétustes de cette périphérie de l'empire européen ? Les laissés-pour-compte de la modernité ! Un cinquième des détenus a moins de 25 ans et 50 % sont des récidivistes, 46 % sont des ouvriers et 10 % des chômeurs. On considère que 70 à 80 % des peines sont liées à des situations de toxico-dépendance, essentiellement le trafic d'héroïne. Comme c'est aujourd'hui le cas dans la plupart des pays, les crimes contre les personnes sont en diminution, alors que les délits pour atteinte à la propriété et aux biens augmentent. (...)

1. Il y a, dans les prisons portugaises, trois à quatre détenus par place.
2. Le groupe clandestin FP 25 (Frente Popular 25 Abril) fut créé en avril 1980 par des activistes révolutionnaires qui, par des actions armées, voulaient s'opposer à la reprise en main capitaliste. Une première amnistie, en 1991, a fait sortir de prison les chefs de l'organisation, dont Otelo.
3. Les informations sur cette révolte ainsi que sur le complexe carcéral portugais sont reprises de : "Desmontar a farça do sistema prisional, a verdade sobre os protestos de 1996", *Anatopia*, Lisboa. [Nous sommes retournés à cette source citée par C. Reeve en vue de la traduire directement, mais elle est manifestement erronée puisque *Anatopia* ne comporte qu'un numéro dans lequel cet article est absent]

[Extrait de *Les oeillots sont coupés* de Charles Reeve, éd. Paris Méditerranée, avril 1999, pp. 149-154]



Liberté pour Pedro

Pedro José Veiga Luis Pedro, un jeune anarcho-punk, est actuellement détenu à la prison de Linhó (Portugal). Il a en effet été condamné en février 1999 à 6 ans de prison pour le meurtre d'un homme, dans une situation d'auto-défense. En novembre 2000, il a été reçu une peine additionnelle de 15 ans lorsque la police a trouvé un pistolet dans la maison où avait l'habitude de vivre.

Comme la prison est le reflet de la société, il n'est pas étonnant qu'on y trouve principalement des individus issus de la classe dominée : immigrés, jeunes des quartiers pauvres, insoumis aux règles de la société. Ce qui est certain, c'est que Pedro, après longtemps nié puis avoir refusé de donner le nom de la personne avec laquelle il était, n'a jamais reconnu la sentence. L'histoire de Pedro n'est ainsi qu'un exemple de la guerre de classe que mènent les riches et qui conduit souvent les pauvres à s'éliminer entre eux.

A Présent, Pedro se trouve dans leur cage et ce n'est bien sûr pas ce qu'il a fait qui lui vaut la répression des matons, mais bien sa défiance à l'égard de l'autorité et son refus de collaborer à la «bonne marche» de la prison. Qu'il lise de la littérature anarchiste et sa cellule seule se trouve privée de lumière ; qu'il écrive des lettres et son courrier met un temps fou à arriver ; qu'il refuse de balancer un détenu et il reçoit des menaces de mort d'un gardien...

Car dedans comme dehors, s'il est bien une chose qui ne passe pas, c'est le refus de se soumettre à la classe dominante et à l'Etat. C'est aussi le refus d'un contrôle qui passe par la dépendance aux drogues dealées directement par l'administration pénitentiaire ou avec son aval, comme l'héroïne (60 à 80 % des détenus sont toxico-dépendants à cette dernière dans de nombreuses géolés portugaises). Le refus de ces dépendances, qui valent bien celle du salariat, correspond trop pour les tenants de l'ordre à l'affirmation d'une liberté qui n'est pas compatible avec leur «réinsertion» et qui justifie à leurs yeux la présence de centres d'extermination comme celui de Linhó.

La prison n'est pas isolée de la société car la «démocratie» tend au contraire à se transformer en une vaste prison où le contrôle devient permanent et nulle réforme ne saurait satisfaire la rage des insoumis. C'est, bien au contraire, la destruction de toutes les prisons (hôpitaux psychiatriques, centres de rétention pour immigrants «illégaux»,...) qui seule saurait nous satisfaire avec celle de la société capitaliste et autoritaire qui la produit.

Pedro souhaite recevoir un soutien extérieur comme des lettres (en anglais, espagnol, portugais) ou des livres.

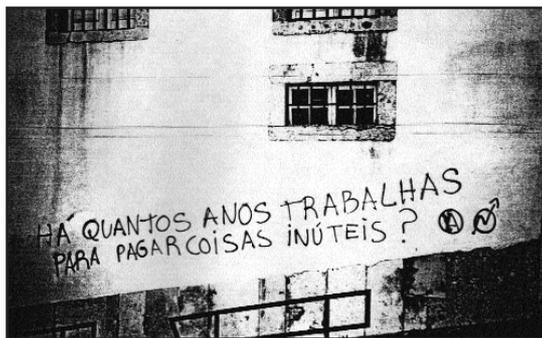
Lorsqu'ils s'attaquent à la liberté d'un d'entre nous, c'est celle de toutes/tous qui est attaquée !

Coordonnées de Pedro :

Pedro José Veiga Luis Pedro
n° 610 ALA. A
E.P. Linhó
2710 SINTRA
Portugal

E-mail pour le soutien : freepedro89@hotmail.com

Feu à toutes les prisons



Liberté pour Pedro (suite)

UN FLYER A ÉTÉ PUBLIÉ en mai 2001 à propos de Pedro José Veiga Luis Pedro, un jeune anarcho-punk, qui est actuellement détenu à Linhó, une prison au Portugal.

Le flyer indiquait qu'il était en train d'effectuer une peine de 21 ans pour homicide, dans un cas de légitime défense. Depuis lors, certains faits sont apparus concernant l'histoire de Pedro. Alors que sa situation reste identique – il effectue 21 ans et 6 mois pour homicide –, les détails qui ont conduit à cette sentence ne sont pas ceux décrits dans le flyer.

En résumé, Pedro a eu une altercation avec le vieux propriétaire de la maison de sa mère. Ce conflit fut l'apogée d'une série de disputes entre le proprio et la mère de Pedro. Le combat s'est terminé par la mort du propriétaire.

Pedro a eu honte, notamment à cause de l'âge du vieux. Ca lui a paru un crime indéfendable, et il a eu peur de perdre tout contact avec ses amiEs s'il découvraient la vérité.

Soutenir un prisonnier de l' "extérieur" requiert un minimum de confiance, spécialement au début, lorsque les personnes n'ont pas encore de contact avec lui. Ce qui importe dans ce cas n'est pas pourquoi Pedro est en prison – nous refusons d'agir comme des "juges" et d'utiliser les catégories de la morale (comme le bien et le mal), ou plus simplement de réduire quelqu'un à un acte qui est survenu un jour.

La réalité de la vie de Pedro avant le crime n'a pas changé et sa situation présente est toujours les quatre murs de la prison de Linhó. Ce qui était écrit dans le premier flyer reste valable : " *La prison n'est pas isolée de la société car la «démocratie» tend au contraire à se transformer en une vaste prison où le contrôle devient permanent et nulle réforme ne saurait satisfaire la rage des insoumis. C'est, bien au contraire, la destruction de toutes les prisons (hôpitaux psychiatriques, centres de rétention pour immigrants «illégaux»,...) qui seule saurait nous satisfaire avec celle de la société capitaliste et autoritaire qui la produit* ".

Avec le présent texte, nous souhaitons informer les personnes qui ont lu le flyer des nouvelles informations que nous avons à présent. Pour certains d'entre nous, sa dissimulation des faits à propos de sa situation ont entamé la confiance que nous avions en lui. Pour d'autres, l'histoire qu'il a racontée ne change rien à son insoumission face l'oppression de l'Etat. La campagne de harcèlement, censure et menaces des gardiens de prison contre Pedro continuent à croître à cause de ses convictions anarchistes.

Lorsqu'ils emprisonnent l'un d'entre nous, personne n'est libre !

Pedro souhaite toujours recevoir du soutien de l'extérieur, en particulier des lettres et des livres. Si vous souhaitez le soutenir, vous pouvez lui écrire directement et construire une relation personnelle :

Adresse de Pedro (écrire en anglais, espagnol ou portugais)

Pedro José Veiga Luis Pedro
N°610 ALA:A
E.P. Linhó
2710 SINTRA
Portugal

e-mail de soutien :
freepedro89@hotmail.com

Contact au Portugal toujours valable :

Centro de Cultura Libertaria
Apartado 40
2801 ALMADA
Portugal

(Vous pouvez envoyer de l'argent à Pedro par le CCL)

FEU A TOUTES LES PRISONS

[Texte reçu de freepedro89 le 21 juillet 2001 et traduit de l'anglais. Nous avons demandé des précisions sur les sentiments de Pedro – honte, etc. – cités dans le texte, et il s'agirait de son explication donnée à la personne qui a eu un palloir avec lui à ce moment-là.]

ON NE VEUT PAS DE STATION SUPERSONIQUE, ON VEUT DES TRAINS GRATUITS

L'année dernière, l'Etat portugais a entrepris de moderniser toutes les gares qui se situent le long de la ligne de chemin de fer Lisbonne-Sintra. L'Europe finance en effet bon nombre de chantiers afin de donner un autre visage au Portugal. Celui s'incarne notamment dans la face hideuse du métro lisboète rénové pour l'Expo mondiale de 98 et par la surveillance permanente de cette ligne de banlieue qui convoie chaque matin et chaque soir les travailleurs – en particulier immigrés – vers cette "capitale culturelle du sud de l'Europe". Vigiles privés de la compagnie de transports et police sont omniprésents, les contrôles de ticket permanents au moins une fois sur le trajet... à moins de faire comme ces prolétaires qui migrent d'un wagon à l'autre en fonction de la progression du contrôleur. Dans la ville de Queluz, un tract fit son apparition sur les murs dès le début de la rénovation de la gare ["station"] qui se fait à marche forcée, jusque tard dans la nuit.

LETRE AUX CHEMINS DE FER PORTUGAIS, aux entrepreneurs, au pouvoir local et à tous ceux qui se sentiraient blessés par ces paroles sincères...

Votre oeuvre est une merdouille. Un inconfort supplémentaire dans un monde déjà inconfortable en soi.

Votre oeuvre ne vaut pas un pet.

Une aberration, une cochonnerie de plus sortie de votre tête obsédée par le progrès.

Le songe de la classe dominante : un cimetière clinquant plein d'ascenseurs, de tapis roulants, d'air conditionné, de station spatiale, etc.

Quel est l'abruti qui a ordonné l'arrachage des arbres le long de la ligne, la destruction de l'ancienne gare, a chassé les agriculteurs de baldio¹ ?



R.
(adresse)

Almada, 15/02/2001

Chers camarades,

Tout d'abord, j'aimerais vous féliciter pour l'excellent journal que vous continuez de faire et pour l'intérêt que vous portez à la situation du mouvement anarchiste portugais. Malgré tout, en tant que membre de la section portugaise de l'IWA-AIT [la CNT portugaise, ndlr], je me sens dans l'obligation d'effectuer certaines corrections à certaines informations que vous avez publié dans votre article sur le Portugal et qui ne correspondent pas à la vérité¹.

Dans une interview d'un membre de la *Biblioteca dos Operários e Empregados da Sociedade Geral*, dont je suis également membre, il est dit à propos de la section de l'IWA (AIT-SP) que nous ne sommes qu'un petit groupe de 4 ou 5 personnes. C'est, je dois le dire, un mensonge. Nous sommes en effet un petit groupe d'environ 25 membres, mais plus que tout, au cours des quatre dernières années, notre nombre a augmenté, et pas seulement à Lisbonne mais dans tout le pays. Plus important, nous ne sommes pas *Ação Directa*. En effet, les camarades de ce groupe militent aussi à l'AIT-SP, mais ils le font avec de nombreux autres groupes et individus.

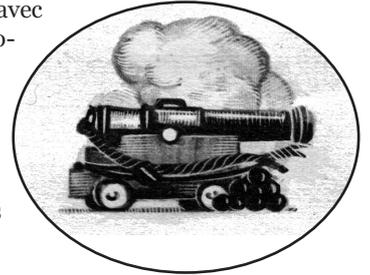
C'est le prix de l'efficacité !

Quelle efficacité pour vous qui n'utilisez bien sûr pas ces trains, bande de connards ?

Allez construire vos oeuvres dans les égouts, vautours.

Enfermez-vous dans une église et sniffez de l'encens à deux balles.

Mais foutez-nous la paix avec vos attaques mégalo-maniaques au nom de l'Europe, avec vos leurres, votre ordre, votre béton armé, avec vos centres commerciaux... vos histoires à endormir les bovins.



Vive la guerre sociale !

Vive l'anarchie !

Vive moi !

Vive toi !

Queluz, octobre 2000

¹ Baldio : terres sans propriété cultivées librement

[Texte traduit du portugais par I et CS. Et ci-dessous de l'anglais.]

Oui, nous restons un petit groupe de propagande, mais comme vous devez le savoir, cela arrive à la plupart des organisations anarchistes et anarcho-sindicalistes dans de nombreux pays. Une chose est exacte, nous sommes la seule organisation qui croit au Portugal, exceptés les athénées (dans lesquels le seul qu'on peut vraiment appeler complètement anarchiste est le *Centro de Cultura Libertaria*). Avoir 25 membres n'est pas quelque chose que vous pouvez simplement négliger, lorsqu'on connaît les difficultés que rencontre le mouvement anti-autoritaire à travers le monde.

Nous avons maintenant créé le *Circulo de Estudantes Anarquistas* (groupe d'étudiants anarchistes-IWA) qui compte environ 10 personnes et bien plus encore d'intéressées. Notre propagande et notre journal (*Boletim Anarco-Sindicalista*) sont distribués dans plusieurs villes portugaises. Nous organisons des actions, nous mettons en place des débats et nous dénonçons l'oppression et l'exploitation. Nous pourrions faire plus, mais il est ridicule de dire que nous ne faisons rien. Nous ne sommes pas une grande organisation mais nous en sommes une qui a une grande volonté de grandir, composée principalement de jeunes comme moi.

J'espère que vous publierez ces corrections, parce que les fausses informations que vous avez publiées peuvent sérieusement endommager notre crédibilité internationale. Je m'engage à continuer de vous donner des informations à propos de notre développement et de nos activités.

Salutations. A vous, dans la camaraderie.

P.S. : D'autres corrections :

L'adresse exacte de l'AIT-SP est : Apartado 50029 / 1701 Lisboa / Portugal (anarcosindicalista@hotmail.com)

L'adresse exacte de la Cruz Negra Anarquista est : Apartado 21290 / 1131 Lisboa / Portugal (cna_lisboa@hotmail.com)

[1 : Voir *Cette Semaine* n°82, février 2001, pp. 2-3]

Huye hombre huye

Les extraits ci-dessous sont tirés du livre *Huye hombre huye* de Xosé Tarrío Gonzàles. Ce prisonnier incarcéré au régime FIES ne raconte pas "une histoire exceptionnelle mais une triste histoire qui se répète dans les prisons espagnoles. C'est l'humble tentative d'un néophyte de transmettre une réalité façonnée sur papier avec les limites d'un brevet des collègues. Pourtant, j'ai pensé que dans ce premier essai je pouvais vous offrir ma sincérité. Je n'ai pas prétendu embellir un thème aussi sérieux avec des ornements littéraires. J'ai voulu être sincère, dur, cru et critique comme le sujet l'exige, sans me poser en victime mais sans renoncer à raconter des faits que les médias on tu. J'en assume les risques et les conséquences, étant toujours enfermé dans une cellule à la merci des excès de ceux que je critique ouvertement dans ce livre". La traduction est tirée de la version italienne éditée en septembre 2000, et est parue dans un recueil d'articles contre les prisons diffusé par *Tout le monde dehors* ! début juin 2001.

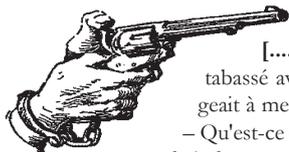
CES "SANS COEURS" AU COURS D'UNE RÉVOLTE LE 18 MARS 1991

[...] ENTRE TEMPS la tension grandissait autour de la prison. Les Unités Spéciales d'Intervention (UEI) de la garde civile étaient prêtes à intervenir. Les détenus misaient le tout sur la doctoresse prise en otage. Les forces anti-émeutes ne seraient pas intervenues tant qu'elle serait là à cause de sa grossesse. Ils ne voulaient pas être responsables d'une lésion du fœtus ou risquer qu'elle soit tuée par les "bêtes sauvages" qui la retenaient en otage.

La réalité était différente : à l'intérieur, nous discutons de sa libération. C'était une décision compliquée car cela augmentait les risques d'un blitz des UEI. L'état de grossesse de l'otage remettait en cause, de part notre éthique, la séquestration puisque cela compromettait un innocent. Donc nous avons décidé de la libérer tout en sachant que cela augmentait les risques d'une intervention.

En fait ce geste humain dicté dans un moment de "faiblesse" ouvra la voie à l'intervention des troupes d'assaut. En fait, une fois la femme libérée, l'administration donnait une valeur mineure à l'échange d'otage. C'est ainsi que l'administration pensait et agissait. A l'aube du 19, les faits se sont précipités. Les forces d'assaut recevaient l'ordre d'intervenir pour mettre un terme à la séquestration. S'en suivirent des charges explosives et des rafales de mitraillettes. Tous se passa rapidement. Les détenus furent localisés et immobilisés pour être ensuite sauvagement tabassés avec des battes de baseball. C'était la méthode habituelle des assauts qui voulaient terroriser les autres détenus. Cela se termina par le transfert de trois détenus à l'hôpital, deux autres mis en isolement et la libération des otages. L'assaut mit un terme aux revendications qui ne furent jamais divulguées. L'administration pouvait se sentir heureuse du devoir accompli.[...]

VISITE D'UN MATON DE ZAMORA



[...] DANS LA PRISON de Zamora il m'avait tabassé avec ses collègues, et maintenant il m'obligeait à me souvenir de ce fait pour lui héroïque.

– Qu'est-ce qui se passe fils de pute ?— me dit-il à travers le judas.

– T'en as pas marre de recevoir des coups de triques ? Aujourd'hui c'est mon tour de garde, fais donc attention, au premier faux-pas tu vas manger, ou bien tu m'as oublié ?

– Je m'en souvenais parfaitement.

– Bien sûr que je m'en souviens – lui répondis-je en m'approchant de la porte.

– Bien, car je n'ai pas envie de t'écouter toute l'après-midi. Compris ?

Je ne répondis pas à la provocation.

Une heure après, ils vinrent me chercher pour la promenade. Dans une de mes tennis, j'avais caché un petit couteau en fer de ma fabrication. Ce fils de chienne l'aurait payé une fois pour toutes.

Je n'eus pas de problème à passer le couteau à la perquisition qu'on me faisait d'habitude à la sortie de la cellule.

Il était près de la porte d'accès à la cour. Sa figure reflétait l'arrogance de celui qui se sent protégé par l'uniforme, par le système, car il sait qu'il peut agir en toute impunité. Il s'approcha pour me dire quelque chose, et mon poing le toucha en pleine figure, le faisant tomber. Surpris qu'un détenu ose lever la main sur lui, il se dirigea vers la guérite et sortit armé d'une matraque.

– Tu vas en chier – cria-t-il furieux en s'élançant sur moi .

Me baissant, je sortis le couteau de ma chaussure. En le voyant, il s'arrêta, jeta la matraque et leva les mains sans opposer de résistance.

– Calme-toi, Tarrío, s'il te plaît...

Je m'approchais de lui en le faisant s'agenouiller devant moi. Je lui lançais un coup de couteau à hauteur de la tête qui s'arrêta sur l'une de ses mains avec laquelle il essayait de se protéger.

– Qu'est ce qu'il y a ? Tu ne fais plus le dur ? – hurlais-je, hors de moi.

– Ou bien es-tu courageux seulement devant un adolescent tout nu et sans défense ? ajoutais-je en faisant allusion au tabassage de Zamora.

– Reste calme, mec, tranquille. On arrangera cela avec calme, OK ? criait un garde à l'autre bout du module.

– Déconnes pas Tarrío, s'il te plaît calme toi ...

Je regardais mon otage. J'avais envie de le tuer, mais j'ai résisté en pensant aux conséquences qu'une telle action auraient pu me causer. Je le libérais.

– Regarde porc, cette fois-ci je te libère. Si un jour tu essaies de prendre ta revanche et de me toucher à nouveau. Je te tuerais. Est ce clair ?

– Oui , Tarrío. Promis, cela n'arrivera pas...

Je me dirigeais vers la cellule et me débarrassais du couteau en le lançant à Camaño par la fenêtre. Je m'allongeais sur le lit, tendu pour les possibles conséquences.

Peu après, plusieurs gardiens sont arrivés, ils m'ont menotté et transféré dans une autre cellule. Ils ne me frappèrent pas ni me menacèrent, ils se limitèrent à me changer de cellule. Ils me demandèrent le couteau et je répondis l'avoir jeté dans les WC. Ils me laissèrent seul avec les menottes dans une cellule vide.

Plus tard, le gardien blessé vint me voir. Il avait la main bandée et était habillé en civil. J'ai supposé qu'il était suspendu, nous parlâmes à travers le judas.

– Ecoute Tarrío, je sais que ce que j'ai fait à Zamora n'était pas bien, mais je n'obéissais qu'aux ordres, ainsi que les autres agents – s'excusa-t-il. Ce qui s'est passé aujourd'hui m'a fait voir les choses différemment. J'ai parlé avec mes collègues pour qu'il n'y ait pas de représailles contre toi.

– Bien.. – répondis-je surpris par son attitude.

– Avec le temps, nous nous abrutissons tous, ne penses pas que ce soit facile de travailler ici, mais il faut bien manger quelque chose.

– Il est préférable d'avoir faim plutôt que de torturer pour l'éviter – ai-je répondu.

– Oui, mais il faut bien que quelqu'un fasse ce travail. Ecoute, y avait-il du sang sur le couteau ? Je te demande cela à cause du sida, car tu es séropositif..

– Non, il était propre.

– Il faut que je m'en aille. Désolé que cela se termine ainsi.

– C'est la prison – ai-je répondu en résumant avec ce mot tous les maux du monde, cette institution devrait être éliminée de la surface du globe par les hommes et les femmes. [...]

LE CHEMIN DE LA RÉPRESSION

[...] A CETTE ÉPOQUE, j'ai reçu une lettre avec deux mois de retard, elle était d'Ana, elle m'envoyait aussi des photos. En me la donnant, le gardien me dit :

– Lis-la, et quand tu auras fini, je viendrai la reprendre car c'est interdit de garder les lettres en cellules.

Je ne répondis pas et je commençais à la lire. Elle voulait venir me voir, mais il lui fallait le permis du juge d'application des peines. Je regardais les photos, elle était assise et je trouvais qu'elle était belle, comme toujours. Je l'aimais et j'espérais pouvoir la voir au plus tôt. Je lui répondis vite et préparais la lettre pour le tribunal afin de solliciter un permis de visite. Ensuite, je m'allongeais sur la plaque en fer qui servait de sommier et je mis une serviette en guise d'oreiller, je regardais de nouveau les photos en me laissant bercer par le sentimentalisme. A l'heure du déjeuner, le gardien me demanda la lettre, mais naturellement, je refusais.

Il se fâcha et me menaçait :

– Si tu ne me donnes pas la lettre, nous viendrons la chercher nous-mêmes.

Donc après avoir ramassé le plateau et l'avoir posé sur le lit, j'ai déchiré la lettre et les photos et je les ai jetées dans les toilettes. J'ai appuyé sur la chasse, et malgré la douleur de voir ainsi disparaître des fragments de ma vie, je répondis en souriant à l'agent :

– C'est tout pour toi.

– Vous aurez un rapport, dit-il en claquant la porte avec force.[...]

LUTTE CONTRE LE FIES DE PICASSENT

SALUT À TOUS/TOUTES ! JE M'APPELLE PACO
Ortiz Jimenez, je suis arrivé de Picassent au FIES¹ de Huelva le 6 avril dernier, où se trouvaient déjà Claudio et Gilbert. Tous les trois nous parlons beaucoup, et comme vous pouvez l'imaginer, toutes nos conversations tournent autour de la lutte, nous échangeons nos idées et nos préoccupations. Nous avons reparlé de l'histoire des luttes carcérales de ces 20 dernières années et nous avons pensé qu'il serait intéressant de faire des récits de taule sur les luttes, évasions, mutineries, etc. écrits par les protagonistes mêmes, pour les publier sous forme de livre. Paco nous a fait part de son manque d'information total quant à l'isolement auquel ils sont soumis à Picassent ; c'est avec son arrivée à Huelva qu'il a pris conscience de la répercution que nos luttes ont eu sur le mouvement anti-prisons et des causes d'une si grande ignorance : mise au secret, rétention du courrier et des publications légales (à Huelva par exemple, ils ont retenu deux publications avec dépôt légal, el GUEI et el BORINOT). Pour éviter cela, nous insistons et nous répétons que les groupes et les amis de l'extérieur devraient mieux se coordonner qu'ils ne le sont maintenant.

Ensemble, nous avons constaté qu'en 20 ans de luttes carcérales, c'est la première fois que nous avons le soutien des compagnons de la rue. Grâce à leur effort et leur sacrifice, ils ont su donner de la couleur à ces luttes. Il faut ici mentionner les montages médiatico-judiciaires³ dirigés contre ces compagnons/nes de la rue, accusés injustement d'être les auteurs matériels de l'envoi de colis piégés, sans oublier non plus les attitudes mesquines et misérables de certains éléments du mouvement qui les ont accusés d'être des provocateurs et d'être infiltrés. Nous considérons que des stupidités de cet ordre n'apportent rien de bénéfique, au contraire, elles créent un dommage irréparable qui provoque un isolement, un abandon et une rage qui nous brûle le cœur.

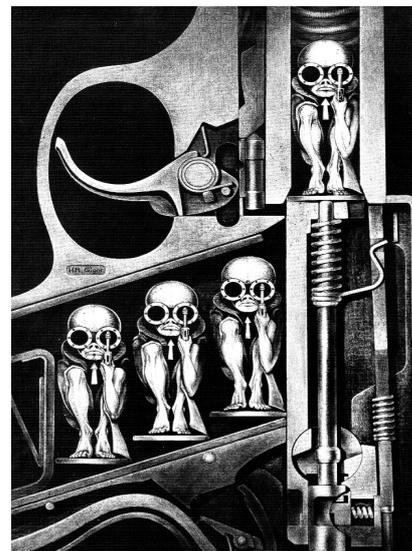
Les difficultés que nous avons pu constater sont énormes, les propositions de lutte élaborées dernièrement, comme celle des "bras croisés", nous ne savons pas exactement quel accueil leur ont réservé les prisonniers. Les txapeos² ont une diffusion limitée parce qu'ils ont été sanctionnés dans plusieurs prisons. Les jeunes se sont répétés trop souvent, perdant une grande part de leur force et de leur efficacité (ici à Huelva, nous avons jeûné tous les trois, les 7 et 8 avril et nous continuerons à le faire tous les mois). La nécessité de trouver une nouvelle proposition de lutte qui mette en avant la solidarité et permet la participation de tous les prisonniers, sans trop de sacrifices, nous la voyons dans la GREVE DE PLATEAUX, qui consiste à refuser la nourriture de la prison (pour quelques jours ou semaine). Ce n'est pas un jeûne parce que ça nous permet d'acheter la nourriture à l'économat (pour celui qui peut... bien sûr) ou de l'économiser (là où c'est possible) au cours des jours qui précèdent la grève. L'autre avantage que nous lui voyons est qu'ils ne peuvent pas nous sanctionner si nous refusons la bouffe merdique de l'Administration. Sincèrement, nous pensons que cette proposition est assez bonne parce que l'on arriverait à rompre la barrière que le régime FIES essaie d'imposer aux prisonniers. Logiquement, cela exige pas mal d'efforts pour contacter et convaincre ceux du 2e degré, c'est un boulot qui serait plus facile si les groupes de la rue laissaient de côté leurs préjugés et arrêtaient de se mettre en avant. De toute façon,

il y a toujours un revers à la médaille, étant donnée la répression incessante, qui nous obligera à un moment donné à adopter des ripostes chaque fois plus conformes aux dures réalités qu'ils nous obligent à vivre... Mais nous ne sommes sûrs de rien... Nous essayons simplement d'être plus créatifs pour que la flamme de nos luttes ne s'éteigne jamais. Le témoignage de Paco sur les dernières actions organisées à Picassent nous apportent de la matière à réflexion :

"Mon transfert à Huelva est dû aux motifs suivants : à Picassent, José Manuel Luengos Fernandez (aujourd'hui à Jaen II), Bernardo Sevilla Borrego (aujourd'hui à Cordoba) et moi-même, avons maintenu une grève de la faim pendant tous le mois de décembre (2000) et par la suite pendant 18 autres jours au cours du mois de mars 2001. Comme réponse, la direction de Picassent II a accru la répression et nous y avons répondu dans un premier temps par une confrontation directe, par des propos et par de la désobéissance. Face à notre attitude, les bourreaux ont répondu par le tabassage de Sevilla et de Juan (le Tondu). Ils nous ont séparés et nous sommes restés trois prisonniers FIES, chacun de nous confiné dans une cour. Mais, par accord commun, nous sommes arrivés à la conclusion que dans le module FIES de Picassent, les luttes comme les txapeos, les grèves et les actions similaires ne font que nous conduire à plus de répression, pleine de restrictions, de rétention du courrier et d'isolement par rapport aux autres compagnons/nes du dedans comme du dehors. En même temps, nous avons pris conscience que tout ce qui arrive à Picassent II est systématiquement passé sous silence. Personne ne sait ce qui s'y passe. Face à cette situation difficile, notre nouvelle stratégie fut la suivante : après le dernier tabassage de Juan et notre isolement respectif, nous avons décidé de détruire tout ce qui était possible. L'ennemi nous a attaqué un par un, protégé par son nombre supérieur, ses matraques, ses casques et ses boucliers. Notre compagnon Sevilla a été transféré le 16 janvier à l'Hôpital Général Universitaire (pendant une journée), et moi-même j'ai fini le même jour dans le même hôpital car lors de notre affrontement avec les bourreaux, je brandissais une pointe de 16 centimètres qui pendant l'agitation de ce combat acharné a fini par se planter dans mon poumon gauche (et pas par main), de là à m'interroger... Tentative d'assassinat ? J'ai été admis 6 jours aux urgences, en passant par la salle d'opération dudit hôpital. Après tout ce temps, du fait de l'inquiétude que je ressentais quant à l'état de mes compagnons, j'ai moi-même insisté pour sortir de l'hôpital le 8 [février], bien que mon poumon ne soit pas guéri. A mon arrivée dans le module 9bis (l'aile du contrôle direct), j'ai constaté que Luengos et Sevilla se trouvaient encore en bas (j'étais au premier étage). Tout continua comme avant : article 75, isolement, restriction de promenade, nourriture dégueulasse...

Que faire ? Penser à une nouvelle stratégie qui ne se retourne pas contre nous, mais qui ne laisse pas de doutes sur nos intentions. La répression continue : lors des fouilles quotidiennes, toutes nos affaires sont jetées au sol sans le moindre respect pour les objets auxquels nous tenons (photos, etc.). Il ne s'agit plus de fouilles mais de mise à sac, réalisée avec l'intention de nous soumettre. C'est à ce moment que nous avons décidé de rendre inutilisable le module FIES en utilisant des draps, des housses de matelas, des

serviettes et des chemises coupées en morceaux que nous avons introduits dans les WC pour créer des bouchons qui bloquent les canalisations, empêchant l'évacuation des déchets. Le résultat fut l'inutilisation totale de trois cellules, avec de la merde et de l'eau nauséabonde qui inondaient tous les couloirs, qui descendaient par les escaliers jusqu'à arriver au pied des gardiens. Pour couronner le tout, on leur demandait par l'interphone pourquoi il y avait autant de merde qui sortait des WC. Eux savaient parfaitement ce qui se passait, et ils nous ont changé de cellules. Une équipe de plombiers est venue pour essayer de déboucher l'énorme bouchon qui s'était formé jusque dans les égouts de la cour de promenade... Mais tu parles... ils n'y sont pas arrivés.



Dans les nouvelles cellules dans lesquelles ils nous ont mis, nous avons répété l'opération avec les mêmes résultats néfastes pour les structures du module ! Conclusion finale... ils ont fermé le FIES de Picassent et on nous a transféré tous les trois. Une délicieuse et joyeuse sensation de victoire m'envahit alors que j'étais assis dans le fourgon de la Guardia Civil, une grande joie et un sourire m'ont accompagnés pendant tout le voyage, avec l'idée que la merde flottait dans les couloirs pestilentiels et vides du module FIES de Picassent².

Chaleureuse accolade !

1. FIES : Fichier interne de suivi spécial. Modules spéciaux qui comportent plusieurs degrés en fonction de la soumission des détenus. On y trouve en général les meurtriers de flics, les braqueurs, des insoumis à l'armée et plus généralement à cette société. La torture et les tabassages y sont le lot quotidiens. Voir les infos diffusées par Tout le monde dehors ! – 21ter rue Voltaire – 75011 Paris qui a publié quatre lettres d'infos et deux brochures sur le sujet. / 2. Grève de promenade. / 3. Le 9 novembre 2000, la police a arrêté Eduardo Garcia Macías (membre de l'ABC) et Fany Maurete (une 3e personne est en fuite) en les accusant de liens avec sept colis piégés postés à des journalistes et un politicien en solidarité avec la lutte contre les FIES. Edu est depuis lors incarcéré en FIES.

[Traduit de l'espagnol par CS. Extrait du bulletin de l'ACOP'S – qui diffuse des lettres de prisonniers en lutte contre les FIES –, numéro publié vers mai 2001. Adresse : A COP'S – Apt. 24103 – 08080 Barcelona]